



Comptes semestriels

clos au 30 juin 2013



**Rapport d'activité semestriel
au 30 juin 2013**

EUROGERM

Société anonyme à Conseil d'Administration
au capital social de 429 552,10 euros
Siège social : 2, rue du Champ Doré
Parc d'Activité du Bois Guillaume - 21850 Saint Apollinaire
RCS Dijon B 349 927 012

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL DU GROUPE EUROGERM AU 30 JUIN 2013

PREMIER SEMESTRE 2013

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport concernant l'activité et les résultats du Groupe EUROGERM pour le premier semestre clos le 30 juin 2013.

1. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE

Création de la Joint-Venture Eurogerm South Africa, détenue à 50% par Eurogerm SA et 50% par Seabord Overseas Limited. L'activité de cette filiale démarrera sur le 2nd semestre 2013.

2. SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES AU COURS DU SEMESTRE ECOULE – ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES

Activité semestrielle du Groupe :

Le Groupe EUROGERM (« **Groupe** ») est spécialisé dans la recherche, le développement, le mélange et la commercialisation d'ingrédients céréaliers, d'auxiliaires technologiques et d'améliorants destinés aux producteurs et utilisateurs de farines et céréales techniques qui sont principalement les meuniers, les boulangers industriels et les industries alimentaires en France, en Europe et à l'international.

Dans une conjoncture économique toujours difficile, le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre de l'exercice 2013 atteint 30,7 M€, en croissance de +9,4% par rapport au 30 juin 2012.

L'activité reste portée par une solide dynamique à l'international avec un chiffre d'affaires Export qui progresse de 17% et atteint 52,9% du chiffre d'affaires global (contre 49,7% au 30 juin 2012). Les ventes internationales sont portées par le développement de l'activité en Afrique et sur le continent américain.

En France, dans un environnement économique toujours pénalisant, avec une pression très forte sur les prix et une concentration du secteur importante, EUROGERM réussit à maintenir ses ventes grâce à l'excellente qualité de ses produits et une forte implication auprès de ses clients.

La répartition du chiffre d'affaires par grande famille de produits et par zone géographique est la suivante :

En milliers d'euros	Chiffre d'affaires (6 mois)		
	30/06/2013 (S1 2013)	30/06/2012 (S1 2012)	Var. en % (S1 2013 / S1 2012)
Améliorants de panification et pré-mix (secteur boulangerie industrielle)	11 571	10 183	+ 13,63 %
Correcteurs de meunerie et pré-mix (secteur meunerie)	6 549	6 521	+ 0,43 %
Ingrédients, avants-produits pâtisserie, concepts et divers	12 599	11 375	+ 10,76 %
Total (hors transport)	30 719	28 079	+ 9,4 %
<i>Dont France</i>	<i>14 455</i>	<i>14 115</i>	
<i>Dont export</i>	<i>16 264</i>	<i>13 964</i>	
% France	47,1%	50,3%	
% Export	52,9%	49,7%	

Compte de résultat consolidé :

Les chiffres clés du compte de résultat consolidé du semestre sont les suivants :

En milliers d'euros	30/06/2013	30/06/2012	Variation 30/06/2013 /// 30/06/2012
	(6 mois)	(6 mois)	%
Chiffre d'affaires	30 719	28 079	+ 9,4%
Marge brute	14 061	12 628	+ 11,4%
<i>% de chiffre d'affaires</i>	<i>45,8%</i>	<i>45%</i>	
EBITDA *	2 997	2 728	+ 9,9%
<i>% de chiffre d'affaires</i>	<i>9,8%</i>	<i>9,7%</i>	
Résultat d'exploitation	2 160	1 956	+ 10,4%
<i>% de chiffre d'affaires</i>	<i>7%</i>	<i>7%</i>	
Résultat courant	2 157	1 966	+ 9,7%
<i>% de chiffre d'affaires</i>	<i>7%</i>	<i>7%</i>	
Résultat net des entreprises intégrées	1 496	1 177	+ 27,1%
<i>% de chiffre d'affaires</i>	<i>4,9%</i>	<i>4,2%</i>	
Résultat des sociétés mises en équivalence	-30	-8	
Amortissement écarts d'acquisition	-151	-184	
Résultat net part du groupe	1 162	890	+ 30,6%
<i>% de résultat net part du groupe / CA</i>	<i>3,8%</i>	<i>3,1%</i>	

*Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements

Soutenue par la croissance de l'activité et l'évolution favorable du mix produits, la marge brute d'EUROGERM poursuit son amélioration et atteint 45,8% du chiffre d'affaires au 30 juin 2013 contre 45% un an plus tôt.

La bonne maîtrise des coûts d'exploitation permet aux résultats du Groupe de progresser également. L'EBITDA atteint ainsi 3,0 M€ et le résultat d'exploitation 2,2 M€, contre respectivement 2,7 M€ et 2,0 M€. Le résultat courant augmente de +9,7% à 2,2 M€ contre 2,0 M€ un an plus tôt.

Après prise en compte de la réalisation d'une plus-value exceptionnelle de cession de titres non consolidés de 0,1 M€, le résultat net part du Groupe progresse de +30,6 % à 1,2 M€ contre 0,9 M€ à fin juin 2012. Il représente 3,8% du chiffre d'affaires au 30 juin 2013, à comparer à 3,1% au 30 juin 2012.

Situation financière :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2013 (6 mois)	31/12/2012 (12 mois)	30/06/2012 (6 mois)
Actif immobilisé	17 839	18 121	16 163
Capitaux propres (part du groupe)	30 898	30 701	29 182
Intérêts minoritaires	1 041	1 014	856
Emprunts et dettes financières (1)	7 181	7 520	7 008
Disponibilités et valeurs mobilières (2)	11 529	13 341	14 704
Trésorerie nette (2)-(1)	4 348	5 821	7 696
Trésorerie à moyen terme (3)	502	518	644
Trésorerie nette totale à court et moyen-terme (2)-(1)+(3)	4 850	6 339	8 340

<i>Données consolidées en milliers d'euros</i>	30/06/2013 (6 mois)	31/12/2012 (12 mois)	30/06/2012 (6 mois)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	150	4 726	3 338
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-623	-3 177	-60
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-1 358	-1 353	-1 438
Incidence de la variation des taux de change	-20	3	8
Flux nets globaux de trésorerie	-1 851	199	1 848

Au 30 juin 2013, les capitaux propres part du Groupe progressent et atteignent 30,9 M€.

Au cours de ce 1^{er} semestre 2013, si la marge brute d'autofinancement (MBA) a progressé de 8% pour atteindre 2,1 M€ (1,9 M€ au cours du 1^{er} semestre 2012), l'évolution défavorable du besoin en fonds de roulement opérationnel (+1,9M€) a pénalisé la trésorerie générée par l'activité. Cette hausse du BFR s'explique par un niveau de stocks élevé au 30 juin 2013, constitué au regard des perspectives de croissance de l'activité du second semestre, mais également par une facturation importante sur les mois de mai et juin 2013. Au cours du 1^{er} semestre 2012, ce même besoin en fonds de roulement avait diminué de 1,4 M€.

Compte tenu d'investissements autofinancés pour près de 0,4 M€, du remboursement des emprunts et du paiement des dividendes réalisé sur le 1^{er} semestre 2013, la trésorerie nette du Groupe diminue de 1,5 M€. Toutefois, la structure financière du Groupe reste saine et robuste avec une trésorerie nette du Groupe positive s'élevant à 4,9 M€.

3. EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Notre croissance devrait se poursuivre sur le second semestre 2013. Cette progression devrait être bien orientée grâce à l'innovation et l'international.



RAPPORT D'EXAMEN LIMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**Comptes consolidés intermédiaires
Période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013**

EUROGERM

**Rapport d'examen limité
des Commissaires aux Comptes**

**Comptes consolidés intermédiaires
Période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013**

S.E.C.C
15 rue George Sand
21300 CHENOVE

EXPERTISE COMPTABLE ET AUDIT
37 rue Elsa Triolet – Parc Valmy
21000 DIJON

SA EUROGERM

Société Anonyme au capital de 429.552,10 euros
Parc d'activité du Bois Guillaume - 21850 SAINT-APOLLINAIRE
RCS DIJON 349 927 012
SIRET 349 927 012 00030 – APE 1089 Z

Rapport d'examen limité des Commissaires aux Comptes

Comptes consolidés intermédiaires
Période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013

Monsieur le Président Directeur Général,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société EUROGERM et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés intermédiaires relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes consolidés intermédiaires, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes avec les principes d'évaluation et de comptabilisation tels que décrits dans l'annexe aux comptes.

Fait à Chenôve et à Dijon, le 29 octobre 2013
Les Commissaires aux Comptes

S.E.C.C.

S.E.C.C.
COMMISSAIRE AUX COMPTES
Olivier SARLIN

EXPERTISE COMPTABLE ET AUDIT

EXPERTISE COMPTABLE
ET AUDIT
Commissaire aux Comptes
Jérôme BURRIER



**COMPTES CONSOLIDES RESUMES
DU PREMIER SEMESTRE 2013
(01/01/2013 au 30/06/2013)**



COMPTES CONSOLIDES EUROGERM 30 JUIN 2013 (1^{er} semestre)

▪ BILAN

<i>en milliers d'euros</i>	Note	30/06/2013 (6 mois)	31/12/2012 (12 mois)
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	1	2 789	2 993
Immobilisations incorporelles	1	837	643
Immobilisations corporelles	1	13 298	13 510
Immobilisations financières	1	701	731
Titres mis en équivalence	1	214	244
ACTIF IMMOBILISE		17 839	18 121
Stocks et en-cours	2	5 900	4 923
Avances et acomptes versés sur commandes		47	50
Créances clients et comptes rattachés	3	12 650	12 127
Autres créances et comptes de régularisation	4	1 227	1 078
Valeurs mobilières de placement		249	202
Disponibilités		11 280	13 139
ACTIF CIRCULANT		31 353	31 519
TOTAL ACTIF		49 192	49 640
PASSIF			
Capital social	5	430	430
Primes		9 398	9 398
Réserves consolidées		20 281	18 633
Autres		-373	-316
Résultat consolidé		1 162	2 556
CAPITAUX PROPRES (part du groupe)		30 898	30 701
INTERETS MINORITAIRES		1 041	1 014
PROVISIONS	6	624	714
Emprunts et dettes financières	7	7 181	7 520
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8	6 399	6 566
Autres dettes et comptes de régularisation	9	3 049	3 125
DETTES		16 629	17 211
TOTAL PASSIF		49 192	49 640



▪ **COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ**

<i>en milliers d'euros</i>	Note	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
		(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
COMPTE DE RESULTAT				
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	10	30 719	28 079	59 926
Autres produits d'exploitation		185	389	712
Production stockée		43	33	8
Production immobilisée		46	0	0
Achats consommés		(16 747)	(15 484)	(32 808)
Charges de personnel		(5 695)	(5 183)	(10 422)
Autres charges d'exploitation		(4 997)	(4 498)	(9 400)
Impôts et taxes		(515)	(569)	(975)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		(879)	(811)	(1 635)
RESULTAT D'EXPLOITATION		2 160	1 956	5 406
Résultat financier		(3)	10	(140)
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES		2 157	1 966	5 266
Résultat exceptionnel	11	164	(2)	(74)
Impôts sur les résultats		(825)	(787)	(1 854)
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES		1 496	1 177	3 338
Résultat des sociétés mises en équivalence		(30)	(8)	(75)
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	1	(151)	(184)	(425)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		1 315	985	2 838
Intérêts minoritaires		153	95	282
RESULTAT NET PART DU GROUPE		1 162	890	2 556
Résultat net part du Groupe par action	5	0,27 €	0,21 €	0,60 €
Résultat net dilué part du Groupe par action		0,27 €	0,21 €	0,60 €
EBITDA *		2 997	2 728	6 967

*Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements



▪ **TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

en milliers d'euros

Capitaux propres part du groupe	Capital	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Titres de l'entreprise consolidante	Résultat consolidé	Total
31/12/2011	430	9 398	17 415	(82)	(97)	2 118	29 182
Affectation du résultat 31/12/2011			2 118			(2 118)	0
Dividendes distribués			(859)				(859)
Acquisition/cession titres autocontrôle			3		(155)		(152)
Variation de périmètre							0
Variation écart de conversion				18			18
Variation des subventions			(38)				(38)
Divers			(6)				(6)
Résultat de l'exercice 31/12/2012						2 556	2 556
31/12/2012	430	9 398	18 633	(64)	(252)	2 556	30 701
Affectation du résultat 31/12/2012			2 556			(2 556)	0
Dividendes distribués			(856)				(856)
Acquisition/cession titres autocontrôle			(3)		(13)		(16)
Taxe sur les dividendes			(26)				(26)
Variation écart de conversion				(44)			(44)
Variation des subventions			(15)				(15)
Divers			(8)				(8)
Résultat de l'exercice 30/06/2013						1 162	1 162
30/06/2013	430	9 398	20 281	(108)	(265)	1 162	30 898

Intérêts minoritaires	Réserves minoritaires	Résultat minoritaires	Total
31/12/2011	619	193	812
Affectation du résultat 31/12/2011	193	(193)	0
Dividendes distribués	(100)		(100)
Variation de périmètre	15		15
Variation écart de conversion	10		10
Variation des subventions	(4)		(4)
Divers	(1)		(1)
Résultat de l'exercice 31/12/2012		282	282
31/12/2012	732	282	1 014
Affectation du résultat 31/12/2012	282	(282)	0
Dividendes distribués	(108)		(108)
Variation de périmètre			0
Variation écart de conversion	(16)		(16)
Variation des subventions	0		0
Divers	(2)		(2)
Résultat de l'exercice 30/06/2013		153	153
30/06/2013	888	153	1 041



▪ **TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE**

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013 (6 mois)	31/12/2012 (12 mois)	30/06/2012 (6 mois)
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
Résultat net des sociétés intégrées	1 315	2 838	985
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
Amortissements et provisions (nets)	998	1 875	964
Variation des impôts différés	(89)	48	(22)
Plus / Moins-values de cession nettes d'impôt	(142)	65	0
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	2 082	4 826	1 927
Variations de stocks et en-cours	(989)	(389)	(808)
Variation des créances d'exploitation	(710)	(894)	791
Variation des dettes d'exploitation	(233)	1 183	1 428
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(1 932)	(100)	1 411
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE	150	4 726	3 338
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(842)	(3 654)	(366)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	62	22	0
Variation des immobilisations financières	157	455	306
Incidence des variations de périmètre	0	0	0
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux investissements	0	0	0
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(623)	(3 177)	(60)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital en numéraire	0	8	14
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(856)	(859)	(859)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(108)	(100)	(83)
Acquisition / cession titres de l'entreprise consolidante	(16)	(152)	(36)
Emissions d'emprunts	218	1 106	50
Remboursements d'emprunts	(596)	(1 356)	(524)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(1 358)	(1 353)	(1 438)
Incidence de la variation des taux de change	(20)	3	8
Trésorerie court terme d'ouverture	13 030	12 831	12 831
Trésorerie court terme de clôture	11 179	13 030	14 679
VARIATION DE TRESORERIE	(1 851)	199	1 848



▪ NOTES COMPLEMENTAIRES AUX BILAN ET COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDES

Le groupe Eurogerm est spécialisé dans la recherche, le développement, le mélange et la commercialisation d'ingrédients céréaliers, d'auxiliaires technologiques et d'améliorants destinés aux producteurs et utilisateurs de farines et céréales techniques qui sont principalement les meuniers et les boulangers industriels en France et à l'international.

Le Conseil d'administration d'Eurogerm SA, réuni le 2 octobre 2013 a établi, sous sa responsabilité, les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2013.

Sauf indication contraire, les montants figurant dans la présente annexe sont exprimés en milliers d'euros.

1. *Faits significatifs du semestre*

Création de la Joint-Venture Eurogerm South Africa, détenue à 50% par Eurogerm SA et 50% par Seaboard Overseas Limited. L'activité de cette filiale démarrera sur le 2nd semestre 2013.

2. *Périmètre de consolidation*

2.1 Périmètre de consolidation au 30/06/2013

Au 30 juin 2013, le périmètre de consolidation se présente comme suit :

Nom de la société	Méthode de consolidation	% d'intérêts	% de contrôle	Pays d'activité	Siège social	N° SIREN des sociétés françaises
Eurogerm SA	Société mère	-	-	France	St-Apollinaire	349 927 012
Cérélab	Mise en équivalence	40,00%	40,00%	France	Longvic	504 932 914
Créalim Solutions Saveur	Intégration globale	70,00%	70,00%	France	St-Apollinaire	530 061 068
IDS Solutions Conditionnement	Intégration globale	51,00 %	51,00 %	France	Maligny	450 114 798
Eurogerm Sénégal	Intégration globale	51,00 %	51,00 %	Sénégal	Dakar	
Eurogerm Andina	Intégration globale	70,00 %	70,00 %	Pérou	Lima	
Eurogerm Mexico	Intégration globale	70,00 %	70,00 %	Mexique	Mexico	
Eurogerm Algérie	Intégration proportionnelle	50,00 %	50,00 %	Algérie	Alger	
Eurogerm Maroc	Intégration globale	65,23 %	65,23 %	Maroc	Casablanca	
Eurogerm Ibéria	Intégration globale	100,00 %	100,00 %	Espagne	Abrera (Barcelone)	
Eurogerm Brasil	Intégration globale	80,00 %	80,00 %	Brésil	Sao Paulo	
Eurogerm USA	Intégration globale	100,00 %	100,00 %	USA	Andover (Massachusetts)	
Eurogerm Shanghai	Intégration proportionnelle	50,00 %	50,00 %	Chine	Shanghai	
Tartin'Art	Intégration globale	100,00 %	100,00 %	France	Dijon	753 814 581
Eurogerm South Africa	Intégration proportionnelle	50,00 %	50,00 %	Afrique du Sud	Durban	



Sociétés non consolidées

Les sociétés suivantes ne sont pas consolidées en raison de l'intérêt négligeable qu'elles représentent au regard de l'image fidèle.

Raison sociale	Taux de détention
Moulin neuf SARL	13,79 %
Minoterie Taron SARL	10,00 %

2.2 Variations de périmètre au cours du semestre

Création de la Joint-Venture Eurogerm South Africa, détenue à 50% par Eurogerm SA et 50% par Seabord Overseas Limited. L'activité de cette filiale démarrera sur le 2nd semestre 2013.

3. Principes, méthodes et modalités de consolidation

3.1. Référentiel comptable

Les comptes semestriels consolidés au 30 juin 2013 ont été arrêtés conformément à la recommandation n° 99.R.01 du CNC sur les comptes intermédiaires, à l'exception des informations annexes, dont l'information sectorielle qui a été limitée au chiffre d'affaires (voir note 10 ci-dessous). L'annexe des comptes ne comprend qu'une sélection de notes annexes, et porte principalement sur les informations relatives aux transactions et événements importants survenus au cours du semestre. Ces comptes résumés ont été établis selon les principes comptables et les règles d'évaluation fixés par la loi et le code de commerce, en conformité avec le Règlement CRC n° 99-02 du 29 avril 1999 relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et des entreprises publiques.

Les règles et méthodes comptables sont identiques à celles utilisées pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 ainsi qu'à celles utilisées pour l'arrêté semestriel du 30 juin 2012.

Les modalités de consolidation, ainsi que les méthodes et règles d'évaluation sont identiques à celles retenues au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

3.2. Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode n'est à signaler.

3.3. Modalités de consolidation

3.3.1. Méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Eurogerm exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Les sociétés pour lesquelles le contrôle est partagé avec un partenaire, sont consolidées par intégration proportionnelle. Les sociétés pour lesquelles EUROGERM exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les incidences des transactions entre les sociétés du Groupe sont éliminées.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base de leurs comptes arrêtés au 30 juin 2013, mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le Groupe.



3.3.2. Conversion des transactions libellées en monnaie étrangère

Les états financiers des filiales étrangères ont été convertis en euros en utilisant les taux suivants :

- taux de clôture de l'exercice pour les postes du bilan autres que les éléments de la situation nette,
- taux moyen de l'exercice pour le compte de résultat,
- taux historique pour les éléments de capitaux propres.

La différence de conversion qui apparaît au passif du bilan est la conséquence de l'utilisation de ces différents taux.

Les taux de conversion retenus pour la consolidation sont :

		Taux de clôture		Taux moyen		
		30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Algérie	Dinar algérien	0,00964 €	0,00960 €	0,00969 €	0,00996 €	0,01017 €
Mexique	Peso	0,05868 €	0,05819 €	0,06059 €	0,05914 €	0,05818 €
Pérou	Nouveau sol	0,27624 €	0,29699 €	0,28775 €	0,29411 €	0,28766 €
Maroc	Dirham	0,08978 €	0,08960 €	0,08970 €	0,08996 €	0,08983 €
Brésil	Real Brésilien	0,34603 €	0,36988 €	0,37470 €	0,39845 €	0,41406 €
USA	Usd	0,76453 €	0,75792 €	0,76134 €	0,77785 €	0,77114 €
Chine	Yuan	0,12456 €	0,12164 €	0,12301 €	0,12331 €	0,12207 €
Afrique du Sud	Rand sud-africain	0,07651 €				

3.4. Méthodes et règles d'évaluation

3.4.1. Généralités

Les états financiers des sociétés du groupe ont été le cas échéant retraités préalablement à la consolidation afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables du groupe, précisés ci-après.

3.4.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent pour l'essentiel :

- aux logiciels amortis sur une période linéaire de 3 à 10 ans,
- aux écarts d'acquisition des titres de participation constatés dans le cas où le prix d'acquisition excède, à la date du rachat, la quote-part dans les capitaux propres retraités de la société concernée. Son montant est déterminé après affectation des plus ou moins values latentes aux éléments d'actifs identifiables et de la prise en compte des passifs latents.

Ces écarts sont amortis selon le mode linéaire. Les objectifs stratégiques fixés par le groupé dans le cadre de sa politique de croissance externe conduisent à retenir une durée d'amortissement comprise entre 15 et 20 ans.

En outre, un amortissement exceptionnel complémentaire est comptabilisé dans le cas où la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition est supérieure à sa valeur actuelle. La valeur actuelle est calculée sur la base d'une méthode de valorisation multicritères, dont celle des Discounted Cash Flows (DCF) réalisée sur la base d'un plan d'affaires pluriannuel.

En conformité avec le Règlement 99-02, les acquisitions de fonds de commerce sont comptabilisées en écarts d'acquisition.

Les dépenses liées aux activités de recherche et développement sont comptabilisées en charges dès qu'encourues.



3.4.3. Immobilisations corporelles

Les terrains, constructions et équipements sont évalués à leur coût d'acquisition.
Les durées et modalités d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- Constructions	5 à 30 ans	Linéaire
- Installations et agencements	5 à 15 ans	Linéaire
- Matériels et outillages industriels	3 à 12 ans	Dégressif ou Linéaire
- Matériels de transport	4 à 5 ans	Linéaire
- Mobiliers et matériels de bureau	3 à 10 ans	Dégressif ou Linéaire

Les contrats de crédit-bail immobilier et mobilier sont retraités comme si les biens correspondants avaient été acquis à crédit dès lors qu'ils transfèrent au groupe la quasi-totalité des risques inhérents à la propriété de l'actif loué. Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan pour leur valeur vénale à la date d'acquisition et amorties en fonction de leur durée de vie économique estimée. En contrepartie, une dette financière du même montant apparaît au bilan et s'amortit suivant le plan de remboursement du crédit-bail souscrit. Les contrats de location dans lesquels le bailleur ne transfère pas la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple, les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

3.4.4. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont représentatives de dépôts de garantie comptabilisés à leur valeur historique, des participations non consolidées et également de comptes de placement quasi disponibles pour un montant de 502 K€ (comptes à terme en garantie d'emprunts et avances faites dans le cadre du contrat de liquidité de la société consolidante).

3.4.5. Stocks et en-cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition.

Les produits finis et en-cours de production sont valorisés au coût de production.

Les dépréciations nécessaires sont constituées sur les stocks présentant un risque d'obsolescence et les produits dont la valeur vénale (de marché) au 30 juin est inférieure à la valeur comptable telle que ci-dessus définie.

Les profits internes, inclus dans les stocks des sociétés du groupe sont éliminés et l'effet de l'impôt correspondant est reconnu.

3.4.6. Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

3.4.7. Impôts différés

Afin d'assurer une meilleure représentation de la situation fiscale différée, le groupe utilise la méthode du report variable qui tient compte pour le calcul des impôts différés, des conditions d'imposition connues à la fin de l'exercice.



Les comptes consolidés enregistrent des impôts différés résultant pour l'essentiel :

- de l'annulation des provisions réglementées
- de la constatation de l'impôt sur les subventions d'investissement
- des différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat retraité
- de l'élimination des profits internes
- du retraitement des crédits-baux
- des déficits fiscaux reportables dans la mesure où l'actif constaté est certain à la date de clôture.

3.4.8. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une dépréciation calculée pour chaque ligne de titre de même nature, afin de ramener leur valeur au cours de Bourse moyen du dernier mois, ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les plus ou moins-values de cession sont enregistrées selon la méthode PEPS (ou FIFO) – Premier Entré Premier Sorti.

3.4.9. Provisions pour Risques et charges

Le groupe applique le règlement CRC n° 2000-06 sur les passifs.

Les provisions pour risques sont constituées pour faire face à l'ensemble des risques et charges connus jusqu'à l'établissement définitif des comptes.

3.4.10. Avances conditionnées

Les avances conditionnées comptabilisées dans les comptes individuels en "autres fonds propres" sont comptabilisées en dettes dans les comptes consolidés compte tenu de leur caractère remboursable.

3.4.11. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe.

3.4.12. Participation des salariés

Conformément aux dispositions du règlement 99-02, la participation des salariés est comptabilisée dans le poste "Charges de personnel" du compte de résultat.

3.4.13. Résultat par action

Le résultat net consolidé par action est obtenu en divisant le résultat net Part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Pour le calcul du résultat net dilué, le résultat net Part du Groupe de l'exercice et le nombre moyen pondéré d'actions sont ajustés de l'incidence maximale de la conversion des éléments dilutifs en actions ordinaires.



3.4.14. Indemnités de départ à la retraite

La loi française exige, le cas échéant, le versement d'une indemnité de départ à la retraite. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite. Les indemnités légales et conventionnelles sont évaluées pour chacun des salariés français du Groupe Eurogerm présent à la clôture en fonction de son ancienneté théorique le jour de son départ en retraite, selon les dispositions de la norme IAS 19 "Avantages du personnel", conformément à la recommandation 03-R-01 du CNC du 1^{er} avril 2003.

Le montant de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière, ne fait pas l'objet d'une provision dans les comptes consolidés du Groupe, sauf en ce qui concerne les filiales acquises. Les hypothèses retenues sont les suivantes (méthode d'évaluation rétrospective avec salaire de fin de carrière) :

- taux annuel de revalorisation des salaires (inflation comprise) : 2 %
- taux net annuel de capitalisation (inflation comprise) : 3 %
- taux de mobilité (tum over) : 4% de 15 à 49 ans – 0% à partir de 50 ans
- âge de départ à la retraite : 65 ans
- modalités de départ en retraite : à l'initiative du salarié
- taux annuel d'actualisation : 3%
- taux de charges sociales patronales : 45%

Au 30/06/2013, le montant de l'engagement relatif aux indemnités de départ à la retraite (avant couverture par des contrats d'assurance (320K€ au 30/06/2013) s'élève à : 774K€.



4. Notes relatives au bilan et au compte de résultat

NOTE 1 : IMMOBILISATIONS

L'évolution des immobilisations s'analyse comme suit :

IMMOBILISATIONS	31/12/2012	Acquisitions/ Augmentations	Variations de périmètre	Cessions/ Diminutions	30/06/2013
Immobilisations incorporelles					
Fonds de commerce	53				53
Ecarts d'acquisition	4 681				4 681
Autres immobilisations incorporelles *	2 135	208			2 343
Total immobilisations incorporelles	6 869	208	0	0	7 077
Immobilisations corporelles					
Terrains	1 062			10	1 052
Constructions	12 526	25		14	12 537
Matériel et outillage	7 415	281		218	7 478
Autres immobilisations corporelles	2 911	310		113	3 108
Avances et acomptes / immob.	206	156		133	229
Total immobilisations corporelles	24 120	772	0	488	24 404
Immobilisations financières					
Participations	77			30	47
Dépôts et cautionnements	95	13		4	104
Autres immobilisations financières **	559	6		15	550
Total immobilisations financières	731	19	0	49	701
Titres mis en équivalence	244			30	214
TOTAL	31 964	999	0	567	32 396

* Parmi les 208 K€ d'acquisitions : 184 K€ sont relatifs au développement d'un nouveau système de gestion intégré (en complément des 479 K€ constatés au 31/12/2012). Ce nouveau système de gestion intégré a été mis en service sur le 1^{er} semestre 2013.

** Au 30 juin 2013, le poste « autres immobilisations financières » se décompose essentiellement :
 - d'un compte à terme en garantie d'emprunts : 250 K€
 - d'avances de trésorerie / contrat de liquidité : 252 K€

L'évolution des amortissements et dépréciations s'analyse comme suit :

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	31/12/2012	Augmentations	Variation de périmètre	Diminutions	30/06/2013
Immobilisations incorporelles					
Fonds de commerce	0				0
Ecarts d'acquisition *	1 741	149			1 890
Autres immobilisations incorporelles	1 493	66			1 559
Total immobilisations incorporelles	3 234	215	0	0	3 449
Immobilisations corporelles					
Terrains	0				0
Constructions	3 286	359			3 645
Matériel et outillage	5 471	266		218	5 519
Autres immobilisations corporelles	1 853	142		53	1 942
Total immobilisations corporelles	10 610	767	0	271	11 106
Total immobilisations financières	0	0	0	0	0
TOTAL	13 844	982	0	271	14 555

* Au 30 juin 2013, la valeur nette des écarts d'acquisition se répartit de la façon suivante :
 - Eurogerm Ibéria : 1 645 K€ (2007)
 - Créalim Solutions Saveur : 794 K€ (2011)
 - IDS Solutions Conditionnement : 68 K€ (2012)
 - Tartin'Art : 284 K€ (2012)



NOTE 2 : STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours se décomposent comme suit :

STOCKS	30/06/2013	31/12/2012
Matières premières et approvisionnements	3 858	3 893
En-cours de production de biens	57	31
Produits finis et marchandises	2 022	1 022
Total stocks (brut)	5 937	4 946
Provisions pour dépréciation matières premières et approvisionnements	(23)	(3)
Provisions pour dépréciation des produits finis et marchandises	(14)	(20)
Total stocks (nets)	5 900	4 923

NOTE 3 : COMPTES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

La ventilation se présente comme suit :

CLIENTS	30/06/2013	31/12/2012
Clients	12 920	12 357
Factures à établir	113	131
Total clients (bruts)	13 033	12 488
Provisions pour dépréciations clients	(383)	(361)
Total clients (nets)	12 650	12 127

NOTE 4 : AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

L'ensemble des autres créances a une échéance à moins d'un an. La ventilation se présente comme suit :

AUTRES CREANCES	30/06/2013	31/12/2012
Fournisseurs débiteurs	83	77
Organismes sociaux	15	11
Etat IS	110	165
Etat TVA	332	394
Produits à recevoir	154	134
Divers	110	80
Charges constatées d'avance	481	274
Total autres créances (brut)	1 285	1 135
Provision pour dépréciations	(58)	(57)
Total autres créances (net)	1 227	1 078



NOTE 5 : CAPITAL SOCIAL

Au 30/06/2013, le capital social est composé de 4.295.521 actions de 0,10 euros de valeur nominale.

Le Conseil d'Administration, réuni le 25 septembre 2008, a décidé l'attribution de 22 250 options de souscription d'actions dans le cadre de l'ouverture d'un plan de stock options. Ce plan a été arrêté en conformité de l'autorisation de l'Assemblée Générale du 2 février 2007. Le prix de souscription a été fixé par le Conseil d'Administration à 13 euros (valeur également retenue pour le calcul de la contribution sociale de 10%). Les mandataires sociaux bénéficiaires sont tenus de conserver au minimum 10% des actions issues de la levée de leurs options jusqu'à la date de cessation de leurs fonctions. Aucune de ces options n'a été exercée en date du 30/06/2013.

L'effet dilutif sur le résultat par action de ces options est sans incidence au 30/06/2013, le résultat net par action dilué s'établissant à 0,27 € par action au 30 juin 2013.

Les subventions d'investissement sont inscrites en capitaux propres pour un montant de 314 K€.

Contrat de liquidité :

Eurogerm a confié à NATIXIS SECURITIES l'animation de son titre dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, une somme de 0.5 million d'euros a été initialement portée au crédit du compte de liquidité.

Les acquisitions d'actions propres sont déduites des capitaux propres. Les pertes et profits liés aux achats et ventes d'actions propres sont comptabilisés en capitaux propres.

Au 30 juin 2013, le nombre d'actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité est de : 17.453 actions.

NOTE 6 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES, IMPÔTS DIFFERES PASSIF

Les provisions se décomposent comme suit :

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES, IDP	30/06/2013	31/12/2012
Provisions pour risques et charges	69	69
Impôts différés passif	555	645
Total provisions	624	714

Détail des provisions pour risques et charges :

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	31/12/2012	Augmentation	Variation de périmètre	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	30/06/2013
Provisions pour litiges	-					-
Provisions pour impôt	-					-
Autres risques et charges	69					69
Total provisions	69	0	0	0	0	69

NOTE 7 : EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Les emprunts et dettes financières du groupe s'analysent comme suit :

EMPRUNTS ET DETTES	30/06/2013	31/12/2012
Emprunts bancaires	2 199	2 277
Soldes créditeurs de banques	350	311
Comptes courants hors groupe	3	4
Avances Coface et Anvar	28	34
Dépôts et cautionnements	5	6
Crédits baux mobiliers	269	305
Crédits baux immobiliers	4 289	4 539
Location financement	38	44
Total	7 181	7 520



NOTE 8 : DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Le détail du poste s'analyse comme suit :

FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	30/06/2013	31/12/2012
Fournisseurs	6 094	6 250
Factures Non Parvenues	305	316
Total	6 399	6 566

NOTE 9 : AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION

Le détail des autres dettes est le suivant :

AUTRES DETTES	30/06/2013	31/12/2012
Dettes sociales	2 063	1 899
Dettes fiscales		
Etat - TVA	196	256
Etat - IS	232	245
Autres dettes fiscales	169	250
Autres dettes		
Clients créditeurs, avoirs à établir	216	250
Charges à payer diverses	173	225
TOTAL	3 049	3 125

Les autres dettes ont une échéance inférieure à un an.

NOTE 10 : CHIFFRE D'AFFAIRES

L'évolution du chiffre d'affaires, ainsi que sa répartition géographique, est la suivante :

	30/06/2013 (6 mois)	30/06/2012 (6 mois)
Ventes de biens et marchandises		
France	13 974	13 668
Export	15 675	13 511
Ventes de prestations de services		
France	480	447
Export	590	453
Total	30 719	28 079

Une partie des activités du Groupe est saisonnière, notamment celles réalisées par la filiale au Pérou.

L'impact du taux de change sur l'évolution du chiffre d'affaires n'est pas significatif.



La répartition du chiffre d'affaires par marchés est la suivante :

	30/06/2013 (6 mois)	30/06/2012 (6 mois)
Correcteurs de meunerie et pré-mix secteur meunerie	6 549	6 521
Améliorants de panification et pré-mix secteur boulangerie industrielle	11 571	10 183
Ingrédients, avants produits pâtisserie, concepts et divers	12 599	11 375
Total	30 719	28 079

NOTE 11 : CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les charges et produits exceptionnels se détaillent comme suit :

	30/06/2013 (6 mois)	30/06/2012 (6 mois)
Produits de cession des immobilisations	219	0
Valeurs nettes comptables des immobilisations cédées	(77)	(1)
Quote-part de subvention	20	20
Dotations amortissements et provisions exceptionnelles	0	(22)
Divers	2	1
Total	164	(2)

Les titres de participations détenus par Eurogerm SA dans les sociétés SCI Lapoge et UB Filiale ont été cédés au cours de ce 1^{er} semestre 2013, faisant ressortir une plus-value nette globale de 126 K€.



5. *Autres informations*

NOTE 12 : EFFECTIF MOYEN DU GROUPE

L'effectif moyen du groupe a évolué comme suit :

	30/06/2013	31/12/2012
Cadres	61	57
Non cadres	163	164
Effectif global	224	221

NOTE 13 : EVENEMENTS POST CLOTURE

NEANT

NOTE 14 : TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES

La société ACG, détenue par Monsieur Jean Philippe GIRARD, réalise au profit de la société Eurogerm SA des prestations de conseil, d'assistance en matière de définition de stratégie, de politique commerciale et de marketing. A ce titre, la rémunération versée à la société ACG s'est élevée à 288 K€ HT au titre du semestre.

